

Consultation de la CRE
Mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à
l'énergie et au climat

Mars 2020

En liminaire, Enerplan regrette le caractère statique de la proposition faite par la CRE. En proposant pour des projets innovants un modèle de candidature sous une forme qui s'apparente à un appel d'offres, la Commission fait entrer des contraintes notamment temporelles, qui correspondent mal au rythme de l'innovation. La porte ouverte à des « périodes », une ou deux chaque année toujours sur le modèle des appels d'offres, est une piste d'amélioration. Il aurait paru plus en phase avec les rythmes de développement de l'innovation de proposer un mécanisme qui permette aux porteurs de projets innovants de candidater « au fil de l'eau ». C'est la philosophie qu'a adoptée une autre Autorité Administrative Indépendante, garante également du bon fonctionnement de réseaux, en matière de télécoms. L'ARCEP en effet a mis en place depuis plusieurs années un guichet permettant des innovations et des tests sur des durées de deux ans.

L'innovation est une des marques de fabrique de la filière solaire, en perpétuelle évolution. Il est cependant important que le régulateur prenne en considération le fait que la R&D qui permettra *in fine* des bénéfices collectifs représente un coût certain pour les entreprises. Il est donc nécessaire, dans le cadre d'une procédure visant à aménager des verrous réglementaires, que l'on se garde d'une vision déséquilibrée des rôles, l'investissement étant porté par le porteur de projet, le bénéfice pour le gestionnaire de réseau ou la collectivité.

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?
--

Les critères larges proposés permettent, a priori, de faire entrer dans le scope un grand nombre de projets. Enerplan note cependant avec regret que le TURPE est exclu d'emblée des champs contributeurs. En effet, un projet novateur qui présente un bénéfice pour la collectivité doit pouvoir bénéficier également à l'innovateur. Pourquoi, si un projet innovant permet des économies de fonctionnement ou d'investissement sur le réseau, limiter le bénéfice de celles-ci aux seuls gestionnaires du réseau ? Cette exclusion du partage des bénéfices risque de voir des projets intelligents et œuvrant dans l'intérêt commun se détourner de cette expérimentation.

Limiter ainsi a priori le bénéfice pour le porteur de projet est, pour Enerplan, une limitation importante apportée au bac à sable réglementaire. Si les aides d'état ne relèvent effectivement pas des prérogatives de la Commission, la fixation des tarifs d'utilisation des réseaux est de facto une compétence assumée et revendiquée, à juste titre, par le régulateur. Cette limitation n'est par ailleurs pas incluse dans l'article de loi, qui laisse cette porte ouverte. Enerplan souhaite que cette question puisse être réouverte, et que les bénéfices de l'expérimentation puissent être partagés dès lors que le projet le justifie.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Une procédure sous formes d'appels d'offres, comme indiqué en propos liminaire, ne semble pas la plus adaptée aux process d'innovation.

Lors de la phase de candidature et d'analyse d'éligibilité, Enerplan souhaite qu'un dialogue puisse s'instaurer avec le porteur de projet afin que ce dernier puisse éventuellement, au regard des critères et attentes de la Commission, faire évoluer son projet. L'innovation bénéficiera de cette co-construction avec le porteur de projet.

En outre, l'encadrement de la durée de la phase d'expérimentation proprement dite paraît laisser peu de place au développement de l'innovation. Il est nécessaire que cette durée puisse être proposée par le porteur de projet, et suffisamment longue pour permettre un réel retour d'expériences tenant compte notamment des saisonnalités si elles ont un impact sur l'innovation proposée. Un premier retour d'expériences à 18 mois semble utile, afin que la Commission puisse préconiser d'éventuelles modifications réglementaires, mais Enerplan souhaite que les quatre années envisagées pour cette expérimentation puissent être, le cas échéant, pleinement mise à profit par les porteurs de projets.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Pas d'observation sur cette partie.

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Enerplan est attentif au respect, clairement explicité ici, des éléments couverts par le secret. Sur la question de la communication, en lien avec le respect du secret, il pourrait être proposé aux porteurs de projet de décrire sur un paragraphe leur projet à destination du grand public ou des autres porteurs de projet afin que la CRE puisse publier un résumé de chacune des expérimentations portées dans ce cadre, en accord avec le porteur de projet.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Comme indiqué en réponse à la question 2, Enerplan insiste sur le caractère itératif de la définition du projet innovant. La commission propose dans ces modalités des rencontres physiques à destination des porteurs de projets. Enerplan considère ces échanges directs comme essentiels pour la compréhension mutuelle des attentes et des innovations à l'œuvre.